

## POURQUOI NOUS BOYCOTTONS ?

Suite au mouvement de grève du 23 avril 2018, en assemblée Générale, il a été décidé du boycott des instances.

Depuis cette date, vos élus de Solidaires Finances Publiques de l'Isère continuent de boycotter les instances du CHSCT. En l'occurrence, les convocations des 7 juin, 15 juin et 13 juillet 2018.

L'ordre du jour de ces CHSCT portait sur : l'approbation des PV des précédents CHSCT, un point budget sur des formations relatives aux risques psychosociaux et des propositions d'actions, un bilan DUERP/PAP 2016-2017, un examen du PAP 2018, un vœu des organisations syndicales sur la médecine de prévention, un suivi des accidents de travail 2018 et des questions diverses suite au CHSCT du 3 avril 2018 (point sur les Evac Chair, point sur le site de La Mure, dotation en EPI pour la formation habilitation électrique, climatisation de la trésorerie CHU, suivi des travaux à Saint-Marcellin, stock des ventilateurs pour distribution pour les sites dépourvus et douche pour les agents au CFP Rhin et Danube).

Ces points avaient déjà été évoqués auparavant en groupe de travail et en CHSCT. Ils étaient de nouveau à l'ordre du jour à des fins de suivis des actions décidées. Il est important de rappeler ici que le boycott des instances par les représentants de Solidaires Finances Publiques lors des CHSCT n'empêche nullement la validation des mesures préconisées par le médecin de prévention dès lors que les dépenses ont été votées et prises en compte dans le budget.

Enfin, l'ordre du jour de ces CHSCT tenait essentiellement à la présentation des réorganisations de services, à savoir, l'Adaptation des Structures et du Réseau (ASR) ainsi que la création du SPF-enregistrement de Grenoble, le déménagement de la Paierie départementale et de l'antenne PCE de Grenoble.

Lors du CHSCT du 7 juin 2018, le président de cette instance (également Directeur de la DDFIP 38) a présenté la fusion des SIP/SIE de Grenoble Chartreuse et Grésivaudan, la suppression des Trésoreries de Rives et de Pont de Beauvoisin. De plus, au motif fallacieux de la spécialisation des Trésoreries, il préconise le transfert du recouvrement de l'impôt des Trésoreries de Les Abrets en Dauphiné vers le SIP de La Tour du Pin, de Saint Laurent du Pont vers le SIP de Voiron, du Pont de Chéry vers le SIP de L'Isle d'Abeau, de Crémieu vers le SIP de Bourgoin Jallieu, de la commune de Saint Maximin dépendant de la Trésorerie du Touvet vers la Trésorerie d'Alleverd. Par ailleurs, il a annoncé le transfert de la gestion comptable et financière de deux Foyers des enfants, qui dépendent de la Trésorerie Grenoble CHU et de la Trésorerie de la Côte Saint André vers la Trésorerie de Saint-Égrève. Pour finir, il entend généraliser l'accueil sur rendez-vous dès le 1<sup>er</sup> juillet 2018 au SIP de Vienne, de La Mure et au SIP ainsi qu'au SIE de l'Isle d'Abeau.

Il s'agissait d'une présentation purement formelle et consultative, puisque ces ASR sont déjà actées dans les faits. Pour preuve, des comités de pilotage pour le SIP et le SIE Chartreuse-Grésivaudan étaient déjà prévus dans l'agenda de la direction les 25 et 26 juin lors d'une réunion du 30 mai 2018... soit une semaine avant la présentation du dossier en CHS-CT !!!

Dans un climat marqué par un fort mécontentement de la part des agents de la DDFIP 38, vos élus refusent de participer à des instances devenues un simulacre de dialogue social.

Dans la mesure où ces restructurations sont présentées à titre d'information, les revendications portées par les agents et leurs représentants sont écoutées mais jamais entendues, ni prises en compte.

Pour Solidaires Finances Publiques, il est clair que ces regroupements constitueront un nouveau vivier de suppressions d'emplois.

Vos élus de Solidaires Finances Publiques de l'Isère refusent d'accompagner la direction dans ces réformes toxiques. Ils s'opposent fermement à ces restructurations délétères.

Pour autant, le refus de siéger de vos élus n'est en aucun cas un désintérêt pour les conditions de travail actuelles et à venir de nos collègues. Comme nous l'avons toujours fait nous continuons à nous concerter lors de nos réunions préparatoires au CHSCT. Il est pour nous primordial de suivre l'actualité de ces instances.

Nous continuons et nous continuerons à nous battre et à défendre le collectif contre l'ensemble des attaques auxquelles nous devront faire front pour sauver la DGFIP, et plus globalement la Fonction Publique. Les annonces « facebookiennes » de Gérard DARMANIN sont là pour nous le rappeler :

Nos emplois sont menacés, le gouvernement veut la disparition de la DGIP !

## **SUPPRESSIONS DE POSTES DANS LA FONCTION PUBLIQUE : LA DGFIP PRISE POUR CIBLE**

